

Unité départementale du Val-d'Oise  
Préfecture du Val d'Oise  
5 avenue Bernard Hirsch  
CS 20105 - CEDEX  
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 10 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LOGICOR (Loren bât 1bis) ) GARONOR II**

170 Boulevard Haussmann  
75008 Paris

Références : UD95-2026-061-SGL  
Code AIOT : 0006508055

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement LOGICOR (Loren bât 1bis) GARONOR II implanté rue de la Patelle ZAC des Bellevues 95220 Herblay-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite avait pour objectif de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/12/2023 et de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales pour la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOGICOR (Loren bât 1bis) ) GARONOR II
- rue de la Patelle ZAC des Bellevues 95220 Herblay-sur-Seine
- Code AIOT : 0006508055
- Régime : Enregistrement

La société LOGICOR LOREN GARONOR II (BAT 1BIS) a été autorisée à exploiter un entrepôt au 8 rue de la Patelle à Herblay, par arrêté préfectoral du 25 mai 1993. La partie Ouest de l'établissement se situe sur le territoire de la commune de Saint-Ouen-l'Aumône. Le site est soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées (régime en vigueur).

Les principaux enjeux associés aux activités exercées dans l'établissement sont l'incendie et ses conséquences. L'environnement du site est exclusivement industriel. L'exploitant loue l'entrepôt à des sociétés stockant diverses matières combustibles.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 2
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II	Demande d'action corrective	2 mois
6	accessibilité des moyens d'extinction/dé senfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5.1 et 13 de l'annexe II	Demande d'action corrective	1 mois
7	zone de recharge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17 de l'annexe II	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Capacité de rétention des eaux d'extinction	AP de Mise en Demeure du 18/12/2023, article 1	Avec suites, Amende	Levée de mise en demeure
2	effets thermiques en cas d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 de l'annexe VIII	/	Sans objet
3	Murs coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 25/05/1993, article 7	/	Sans objet
4	Accessibilité du site	Arrêté Préfectoral du 25/05/1993, article 5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier le respect de l'arrêté de mise en demeure du 18/12/2023. Il a également été constaté 3 non-conformités nécessitant des actions correctives.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Capacité de rétention des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/12/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacité de rétention des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/05/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Amende</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/05/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, la société LOGICOR LOREN GARONOR II (BAT 1BIS) implantée au 8 rue de la Patelle à Herblay-sur-Seine (95220) ainsi que sur le territoire de la commune de Saint-Ouen-l'Aumône (95310), est mise en demeure de respecter :</p> <p>[...]</p> <p>les dispositions du point 1.1 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11 avril 2017 en garantissant la présence d'une capacité de 800 m<sup>3</sup> de rétention des eaux d'extinction incendie conformément aux indications figurant dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter d'octobre 1991.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite du site, l'Inspection a pu constater que les 3 vannes de confinement avaient été installées et qu'elles étaient opérationnelles. L'exploitant a indiqué qu'elles étaient asservies au sprinklage des bâtiments ce qui est attesté par les documents qu'il a envoyés par courriel du 30 janvier 2026. Pour rappel, les documents transmis à l'Inspection par courriel du 7 mai 2025 permettaient de justifier d'une capacité suffisante de rétention d'eaux d'extinction incendie.</p> <p><b>La prescription est respectée. L'arrêté préfectoral n°IC-23-132 du 18/12/2023 a donc été suivi d'effet et la mise en demeure peut être levée.</b></p> <p><b>Observation : les vannes ne sont pas signalées clairement. L'Inspection recommande à l'exploitant d'installer un dispositif permettant de signaler ces vannes (panneau ou autre) pour faciliter leur recherche en cas de besoin.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : effets thermiques en cas d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2 de l'annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, effets thermiques en cas d'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>« A. Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m<sup>2</sup> en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m<sup>2</sup> :</p> <p>« - soit un système d'extinction automatique d'incendie ;</p> <p>« - soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m<sup>2</sup> ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative.</p> <p>« B. Lorsque, après mise en place le cas échéant des mesures indiquées au A, subsistent, en cas d'incendie, des effets thermiques de plus de 8 kW/m<sup>2</sup> en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup> soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques.</p> <p>« S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois.</p> <p>« Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables.</p> <p>« C. Lorsque, après la mise en place, le cas échéant, des mesures indiquées au A ou B, subsistent des effets thermiques en cas d'incendie de plus de 8 kW/m<sup>2</sup> au-delà des limites de site, l'exploitant renouvelle l'application de l'étude visée au I puis des mesures visées au II de l'annexe VIII dans un délai maximal de 5 après l'échéance de remise de la dernière mise à jour de l'étude visée au I de la présente annexe.</p> <p>« Ce renouvellement vise à prendre en compte, le cas échéant, l'évolution de la situation autour des limites des sites, notamment en ce qui concerne les éventuels arrêtés préfectoraux et zones d'occupation permanente. »</p>

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le mur Nord-Ouest des deux cellules du bâtiment avait été floqué avec un matériau REI120, ce qui a pu être constaté lors de la visite du site. Il a également présenté une étude de flux thermique faite par la société B27 incluant une modélisation FLUMILOG prenant en compte la modification des propriétés du mur. Cette dernière montre qu'en cas d'incendie dans l'entrepôt, aucun flux thermique supérieur à 5 kW/m<sup>2</sup> ne sortirait des limites de propriété du site.

**La prescription contrôlée est respectée**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Murs coupe-feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/05/1993, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, murs coupe-feu

**Prescription contrôlée :**

L'entrepôt est divisé en 2 cellules de stockage de 5 000 m<sup>2</sup>, isolées par une paroi coupe-feu de degré 2 heures.

[...]

Les portes séparant les cellules sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule.

Tout autre moyen d'isolement est admis s'il donne des garanties de sécurité au moins équivalentes.

**Constats :**

Lors de la visite du site, l'Inspection a pu constater que les murs coupe-feu n'étaient pas endommagés. Elle a également constaté que l'exploitant avait installé des protections au niveau de certains murs pour éviter que les fourches des chariots élévateurs viennent heurter les murs.

**La prescription contrôlée est respectée**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Accessibilité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/05/1993, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Voie engins
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,50 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre au moins de l'entrepôt. Cette voie, extérieure à l'entrepôt, doit permettre l'accès des camions-pompes des sapeurs pompiers et, en outre, si elle est en cul-de-sac, les demi-tours et croisement de ces engins. A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,30 mètres de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, l'Inspection a pu constater que la voie engin était suffisamment dimensionnée et qu'elle était dégagée. De plus, elle a pu observer que les issues de l'entrepôt étaient bien toutes accessibles.  <b>La prescription contrôlée est respectée</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  « I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :  « L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  « Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  « 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  « Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

« 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.  
[...]

#### Constats :

L'exploitant a indiqué mettre à la disposition de ses locataires le logiciel DOCOSTOCK qui est un outil de gestion des matières stockées dans l'entrepôt. Les locataires doivent y renseigner leur stock de produits non-dangereux toutes les semaines. Pour la semaine du 26 janvier, le locataire CaiNiao a bien renseigné la masse de produits stockés, mais le locataire Mondial Relay n'a indiqué qu'un volume de produits stockés.

De plus, le logiciel ne permet pas d'avoir une synthèse donnant des informations sur les produits et matières présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. **Ceci constitue une non-conformité.**

L'état des stocks donné par l'exploitant indique que l'entrepôt ne stocke pas de produits dangereux, ce qui a pu être constaté lors de la visite du site.

**Non-conformité n°1 : L'état des stocks fourni est incomplet et insuffisamment détaillé. L'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer que l'état des stocks (en masse) est mis à jour toutes les semaines et qu'il comporte les informations demandées au 2 de la prescription contrôlée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois



**N° 6 : accessibilité des moyens d'extinction/désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5.1 et 13 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, désenfumage et extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  article 5.1 : [...] « Les commandes d'ouverture automatique et manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. [...] <p>article 13 L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]</p>
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que des extincteurs et des commandes de désenfumage étaient inaccessibles dans les deux cellules car bloqués par des cartons et/ou palettes. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b>  <b>Non-conformité n°2 : Des extincteurs et les commandes de désenfumage ne sont pas facilement accessibles en tout temps. Il est demandé à l'exploitant de les rendre accessibles dans un délai d'un mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : zone de recharge de batteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, zone de recharge de batteries
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que la cellule louée à Mondial Relay était pourvue d'une zone de charge délimitée par un grillage dans laquelle était stockée des palettes et d'autres matières combustibles. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b>

<b>Non-conformité n°3 : Des palettes et produits combustibles sont stockées à moins de 3 mètres des emplacements de recharge des batteries. Il est demandé à l'exploitant de déplacer ces produits et palettes dans un délai d'un mois afin de respecter la prescription contrôlée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois